



CTB



RAPPORT DES RESULTATS 2014

**PROJET « CONSOLIDATION DE LA FILIERE DE
TRANSFORMATION ET DE GESTION DES
DECHETS SOLIDES DE LA VILLE DE SIKASSO »**

MLI1204111



ACRONYMES.....	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES)	5
1.1 FICHE D'INTERVENTION	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE 2014.....	6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
1.3.1 <i>Pertinence</i>	7
1.3.2 <i>Efficacité</i>	7
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	7
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	8
1.4 CONCLUSIONS	8
2 MONITORING DES RESULTATS.....	9
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE	9
2.1.1 <i>Contexte général</i>	9
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	9
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	9
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	10
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	11
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	11
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	12
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	13
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	13
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	13
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	15
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	15
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	15
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	17
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	17
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	17
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.6 THEMES TRANSVERSAUX.....	18
2.6.1 <i>Genre</i>	18
2.6.2 <i>Environnement</i>	18
2.6.3 <i>Droit des enfants</i>	18
2.7 GESTION DES RISQUES	20
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	30
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES	30
3.2 RECOMMANDATIONS.....	30
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	30
4 ANNEXES.....	31
4.1 CRITERES DE QUALITE.....	31
4.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	35
4.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	37
4.4 APERÇU DES MORE RESULTS	41
4.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) ».....	41

4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	43
-----	---	----

Acronymes

APD	Avant-Projet Détaillé
ATI	Assistant Technique International
CDQ	Centre de Développement de Quartier
CET	Centre d'Enfouissement Technique
CONFIDES	Consolidation de la filière de transformation et gestion des déchets solides de Sikasso
CTB	Coopération technique belge, Agence belge de développement
CTOS	Comité Technique et d'Orientation Suivi
CVQ	Centre de valorisation de quartier
DRACPN	Direction régionale d'assainissement et du contrôle des pollutions et des nuisances
GIE	Groupement d'intérêt économique
MTR	Mid-Term Review /Revue à mi-parcours
PACUM	Programme d'appui aux communes urbaines du Mali
PAEX	Programme d'appui en expertise
PAS	Projet assainissement de Sikasso
PIT	Project Information Tool /Plateforme d'information des projets
PNA	Politique nationale d'assainissement
RAF	Responsable administratif et financier
SACPN	Service d'assainissement et du contrôle des pollutions et des nuisances
SMCL	Structure Mixte de Consultation Locale
SMIG	Salaire minimum interprofessionnel garanti
TDR	Termes de Référence
UCAT	Unité de coordination et d'assistance technique

1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Consolidation de la Filière de Transformation et Gestion des Déchets Solides de la Ville de Sikasso (CONFIDES)
Code de l'intervention	MLI1204111
Localisation	Mali- Sikasso
Contribution belge	1 580 000 Euro
Contribution partenaire (DNACPN)	150 millions de FCFA
Institution partenaire	Mairie de Sikasso Direction Régionale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
Date de début de la Convention spécifique	12/06/2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01/08/2014
Date prévue de fin d'exécution	31/07/2017
Date de fin de la Convention spécifique	12/06/2018
Groupes cibles	Les micros entreprises d'assainissement et le secteur informel de la transformation et collecte des ordures ménagères, la division municipale de gestion des déchets, les ménages, les CDQ, les chefs de quartiers
Impact	Contribuer à l'amélioration de l'assainissement et du cadre de vie à Sikasso
Objectif spécifique	Le fonctionnement technique, institutionnel et financier de la filière des déchets ménagers à Sikasso est amélioré
Outputs/résultats	Les conditions pour la pré-collecte durable des déchets sont reconnues et adoptées
	La gestion des dépôts, des fractions valorisables, et des déchets ménagers dans la ville de Sikasso est effectuée de manière intégrée et durable (GIDD)
	L'ensemble des parties prenantes impliquées dans la filière assument leurs rôles et responsabilités de façon concertée et coordonnée
Année couverte par le rapport	2014

1.2 Exécution budgétaire 2014

	Budget (Euros)	Dépenses (Euros)	Solde (Euros)	Taux de déboursement à la fin de l'année 2014
Total	1 580 000,00	117 945,25	1 462 054,75	7%
Résultat 1	121 900,00	0,00	121 900,00	0%
Résultat 2	401 500,00	112,23	401 387,77	0%
Résultat 3	577 050,00	82 807,91	494 242,09	14%
Réserves budgétaires	76 958,00	0,00	76 958,00	0%
Volet Z	402 592,00	35 025,11	367 566,89	9%

	Budget (FCFA)	Dépenses (FCFA)	Solde (FCFA)	Taux de déboursement année 2014
Total	1 036 412 060,00	77 367 012,35	959 045 047,65	7%
Résultat 1	79 961 158,30	0,00	79 961 158,30	0%
Résultat 2	263 366 735,50	73 618,05	263 293 117,45	0%
Résultat 3	378 519 986,85	54 318 428,22	324 201 558,63	14%
Réserves budgétaires	50 481 138,81	0,00	50 481 138,81	0%
Volet Z	264 083 040,54	22 974 966,08	241 108 074,46	9%

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le projet s'appuie sur la politique malienne relative aux transferts des compétences de l'état vers les collectivités territoriales en matière d'assainissement et sur l'application de la loi relative aux pollutions et aux nuisances (01-020). Il est également en phase avec les principes d'intervention et les objectifs fixés par la politique nationale d'assainissement et la stratégie nationale de gestion des déchets solides.

Le projet s'inscrit aussi dans le plan d'action municipal visant à l'amélioration de l'enlèvement des ordures ménagères des quartiers centraux de Sikasso de 2011 étendu aux autres quartiers de la ville de Sikasso (au total 15 quartiers font partis de la zone d'intervention).

Le projet consolide les acquis du précédent projet d'assainissement (PAS) réalisé par la coopération belge (période 2002-2008) durant lequel, des ouvrages d'assainissement ont été construits comme des dépôts de transit et un centre d'enfouissement technique (CET). CONFIDES se base aussi sur les avancées obtenues durant l'intervention en expertise (Programme d'Appui en Expertise-PAEX de 2010-2013) réalisée par la coopération belge durant laquelle les principaux groupes cibles (GIE, division municipale de gestion des déchets, service d'exploitation du CET) ont été impliqués dans des activités de renforcement de capacités et d'apprentissage. Cela illustre parfaitement bien la pertinence de CONFIDES.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

L'efficacité du projet, qui a débuté le 1^{er} août 2014, est jugée assez satisfaisante dans la mesure où toutes les activités de démarrage ont été réalisées durant les six premiers mois. Tous les aspects organisationnels et institutionnels de démarrage ont également été préparés par le projet (décision ministérielle de création du projet, recrutement et installations de l'équipe du projet et de l'unité de coordination et d'assistance technique (UCAT), tenue des premières réunions ordinaires de la SMCL et du CTOS, l'initialisation de la préparation et du lancement du plan de travail et du rapport baseline, réalisation du manuel des procédures administratives et financières).

Le projet a cependant dû annuler et reporter un voyage d'études au Burkina Faso de la délégation malienne (composée de composteurs et transformateurs des déchets), car il était initialement prévu pendant la période de tensions politiques et des mesures d'interdiction de rassemblements prises pour contenir la propagation du virus Ebola dans la région de l'Afrique de l'Ouest.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

L'évaluation du critère de l'efficience du projet, qui était dans sa phase de démarrage en 2014, est jugée relativement satisfaisante. En effet, durant 2014, les ressources matérielles et humaines n'étaient pas toutes disponibles (la secrétaire caissière recrutée fin décembre 2014 n'a pris fonction qu'en janvier 2015). Malgré ce contexte, la mise en œuvre de certaines activités pour l'atteinte des résultats 1, 2 et 3 a commencé, avec la préparation et le lancement des principaux marchés publics (acquisition des équipements de la collecte secondaire, stratégie de communication, construction du local technique, préparation de l'inventaire).

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Le projet ayant comme objectif de consolider les acquis de la CTB dans le secteur de l'assainissement à Sikasso, le 1^{er} semestre de mise en œuvre de l'intervention a été mis à profit pour jeter les bases de la stratégie de retrait. Ainsi, des mesures importantes ont été prises par les partenaires en vue de la durabilité des activités du projet. Il s'agit plus particulièrement de la durabilité financière des activités liées à l'atteinte des résultats 1 et 2 du projet, avec :

- l'adoption, par toutes les parties prenantes, de la décision d'augmenter le montant de la redevance de pré-collecte des déchets ménagers, ce qui va permettre aux opérateurs d'avoir des états de dépenses et coûts mieux équilibrés ; cette redevance n'avait pas été augmentée depuis 14 ans.
- La mise à disposition du budget spécial de fonctionnement par l'état, pour l'exploitation du centre d'enfouissement technique (CET) de Sikasso pour l'année 2015.

La durabilité du projet passe aussi par l'implication des acteurs locaux comme les chefs de quartier, représentants la mairie de Sikasso au niveau local. Le projet prend en compte les nouvelles instances de la mobilisation sociale, les comités de développement de quartier (CDQ), instances de concertation dans les quartiers, récemment constitués. Les CDQ font partie des groupes cibles et à ce titre seront représentés dans le comité technique d'orientation et de suivi (CTOS).

1.4 Conclusions

Les conclusions reviennent sur certains aspects clés du démarrage du projet et du contexte de sa mise en œuvre. La période couverte par ce rapport s'étend donc d'août à décembre 2014. A défaut de réalisations tangibles sur les résultats, les conclusions sont les suivantes :

- La pertinence du projet ne saurait être mise en doute, ni dans ses objectifs, ni dans ses résultats. Il s'aligne parfaitement sur les orientations et priorités de l'Etat Malien, de la Coopération Belge et de la Mairie de Sikasso, le principal bénéficiaire qui souhaite renforcer son rôle de maître d'ouvrage de l'assainissement.
- Toutes les activités spécifiques au démarrage du projet ont été réalisées, en particulier la préparation des principaux marchés d'appel d'offres sur les résultats du projet. L'élaboration du rapport et du plan de travail de l'étude de référence (Baseline) a aussi démarré.
- Au plan institutionnel, la mise en place de l'unité de coordination et d'assistance technique (UCAT) composée de l'équipe projet et du personnel mis à disposition a commencé avec l'installation du bureau.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Mamadou TANGARA	Nadine DULAC

2 Monitoring des résultats

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Le contexte sécuritaire dans la zone d'intervention du projet a évolué depuis le démarrage de la formulation du projet en 2012. A deux reprises le personnel de la CTB a été évacué ; une première fois en 2012 puis en 2013. Cela a eu comme principales conséquences de retarder la tenue de la réunion de la validation technique du DTF qui s'est déroulée en décembre 2013 et de la signature de la convention spécifique du projet CONFIDES qui a eu lieu le 12 Juin 2014.

Le contexte sanitaire s'est détérioré avec l'alerte Ebola déclenchée le 24/11/2014¹, ce qui a conduit le projet à devoir reprogrammer un voyage d'études prévu au Burkina Faso et à mettre en place des mesures préventives de lavage des mains destinées aux personnels du projet et à tous les visiteurs. Ces mesures ont été bien accueillies par l'ensemble des groupes cibles, y compris les chefs de quartiers, habitués aux salutations traditionnelles.

2.1.2 Contexte institutionnel

Les principales évolutions marquantes du contexte institutionnel ont été le report des élections municipales en 2015 et le remaniement ministériel du 10 Janvier 2015 qui a conduit à la disparition du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité et son remplacement par celui de l'Administration territoriale et de la décentralisation dont relève l'ordonnateur du projet.

Le dispositif d'interaction entre l'unité de coordination et d'assistance technique (UCAT) du projet et l'expert international (ATI) est renforcé (proximité, locaux en commun, outils de suivi de l'implication du personnel) et permet un transfert des compétences et une appropriation progressive, collective et précise des savoirs, des rôles et des responsabilités du maître d'ouvrage de l'assainissement. La majorité des ressources humaines mises à la disposition du projet ont déjà bénéficié d'un appui en expertise. L'arrivée d'un nouveau secrétaire général a également permis de renforcer l'équipe opérationnelle de la mairie de Sikasso. Il a reçu une bourse d'études qui lui a permis de réaliser un séjour court en Belgique en 2014, ce qui renforce ses compétences dans la gestion des ressources humaines et des autres dossiers administratifs et financiers.

Si le transfert des compétences est incontestablement un acquis, les procédures institutionnelles de proposition des modalités du transfert des ressources de l'état vers les collectivités territoriales (décret en cours de préparation) qui avaient été interrompues durant le coup d'état de 2012, n'ont pas encore été finalisées. Cela retarde la mise en place d'un dispositif de financement pérenne de la gestion municipale des déchets pour le volet du transport au CET.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le cadre légal du projet est fixé par la Convention Spécifique signée entre la République du Mali et le Royaume de Belgique le 12 juin 2014 et la Convention de Mise en Œuvre passée entre la CTB et l'état belge le 1er juillet 2014. A ce titre, le projet est mis en œuvre en régie par la CTB en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés (la mairie de Sikasso et la DRACPN). Le pilotage stratégique de l'intervention est conjointement assuré par les partenaires belge et malien, dans le cadre de la Structure Mixte de Consultation Locale (SMCL). Le Gouverneur en assure la présidence. Le pilotage technique est réalisé par le Comité Technique d'Orientement et de Suivi (CTOS), constitué par l'ensemble des parties prenantes dans la gestion des déchets solides de la ville de Sikasso.

L'organe central pour l'exécution du projet est l'Unité de Coordination et d'Appui Technique (UCAT). Cette unité est placée au niveau du service technique municipal de Sikasso et elle est constituée

¹ Unicef.fr

d'une équipe de projet (ATI, RAF, secrétaire caissière, chauffeur) assistée de ressources humaines fonctionnaires ou contractuelles de l'Etat mises à la disposition du projet. Ce personnel a pris service le 1^{er} août 2014 et bénéficie de primes, fonction de son niveau et durée d'implication. Ces primes sont harmonisées avec les autres projets de la CTB au Mali.

L'intervention implique également la collaboration du projet avec des opérateurs de l'économie sociale et du secteur informel (GIE, chiffonniers).

2.1.4 Contexte HARMO

Hormis la Coopération Technique Belge, les principaux acteurs intervenant dans le secteur de l'environnement à Sikasso sont (i) la Banque Mondiale (projet PACUM), (ii) le programme canadien des villes et (iii) la SNV. C'est ainsi qu'une cohérence est recherchée avec le projet PACUM de la Banque Mondiale qui finance l'aménagement de la place du Mamelon, place centrale de Sikasso où sont disposés deux grands caissons d'enlèvement des ordures ménagères et où se constituent des comités de développement de quartier (CDQ). La collaboration initiée avec le projet PRODEFA de la CTB sera poursuivie en 2015.

Le projet sera également en cohérence avec l'intervention de la mairie consistant à co financer la construction de puisards dans les quartiers ciblés par le projet, via un fonds revolving financé par le Royaume de Belgique.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Le fonctionnement technique, institutionnel et financier de la filière des déchets ménagers à Sikasso est amélioré

Indicateurs	Valeur de la baseline 2013	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2017
Quantité de déchets (tonnes/mois) évacués vers le CET augmente	360	0	0	AD ²
Les coûts totaux de la pré-collecte, de la collecte secondaire et du CET sont détaillés et connus des acteurs	Coûts totaux pré-collecte connus	Coûts totaux pré-collecte connus	Coûts totaux pré-collecte connus	Coûts totaux pré-collecte connus
	Autres coûts totaux inconnus	Autres coûts totaux inconnus	Autres coûts totaux inconnus	Autres coûts totaux connus
Le cadre de concertation de la filière de gestion des déchets solides est fonctionnel réunions/an	0	0	0	4 par an
La viabilité financière de la gestion est améliorée ³	Viabilité financière pré-collecte améliorée	Viabilité financière pré-collecte améliorée	Viabilité financière pré-collecte améliorée.	Viabilité financière améliorée pour pré-collecte
	viabilités pour collecte secondaire et CET pas encore améliorées	viabilités pour collecte secondaire et CET pas encore améliorées	viabilités pour collecte secondaire et CET pas encore améliorées	viabilités pour collecte secondaire et CET améliorées

En 2014, le projet CONFIDES était dans sa phase de démarrage et n'a pas directement influencé les valeurs du premier indicateur. Les valeurs obtenues pour 2014 sont donc nulles. Il faut toutefois rappeler que le système technique mis en place dans PAEX en 2013 continue et que la valeur des quantités de déchets évacués passe de 360 à 460 en 2014.

Les valeurs relatives aux coûts totaux et à la viabilité financière de la pré collecte obtenues dans PAEX sont reprises et utilisées comme cibles pour CONFIDES en 2014 car les dispositifs techniques mis en œuvre dans PAEX sont les mêmes que ceux proposés dans CONFIDES. Les valeurs de la pré collecte sont connues depuis 2013 et sont actualisées en fonction des prix des matières premières et des salaires (alimentation des ânes, évolution du SMIG). Pour les autres activités (collecte secondaire et CET), les valeurs sont indisponibles car les équipements techniques ne sont pas encore disponibles.

L'indicateur relatif au fonctionnement du cadre de concertation n'a pas évolué en 2014, année de démarrage du projet. La première activité a été de le constituer et de définir son principal rôle, Il ressort que le cadre de concertation s'assimile au comité technique de suivi et d'orientation du projet

² La cible est en cours de détermination pendant la préparation du baseline CONFIDES ; la valeur cible de cet indicateur sera influencée à la fois par l'adhésion croissante des producteurs de déchets à un service d'enlèvement des déchets (et le nombre de tonnes par mois enregistrées au CET augmente) mais aussi par l'adhésion des producteurs de déchets et des transformateurs aux 3R (Réduire, Récupérer, Recycler)

³ Plus particulièrement la maîtrise des charges salariales, l'économie d'échelle et le taux de productivité

(CTOS).

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le projet a démarré et toutes les activités de lancement ont été réalisées. Il s'agit des principaux marchés publics, de la préparation et lancement des structures de pilotage stratégique (SMCL), d'orientation technique (CTOS) et de gestion financière et administrative (manuel des procédures administratives, comptables et financières). L'étude et le plan de travail du baseline sont aussi lancés.

Compte tenu du démarrage du projet en août 2014, il n'est pas possible de réaliser et de rapporter des progrès tangibles à ce stade.

2.2.3 Impact potentiel

L'appréciation de l'impact n'est pas mesurable à ce stade de la mise en œuvre du projet. Toutefois, des avancées sont observées en particulier sur le volet de la faisabilité économique de la pré-collecte des ordures ménagères, avec l'augmentation du montant de la redevance mensuelle d'abonnement prise pendant la phase de démarrage du projet.

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Les conditions pour la pré-collecte durable des déchets sont reconnues et adoptées				
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline 2013</i>	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2017
Nombre de rencontres relatives aux bonnes pratiques (adhésion à un contrat, tri, valorisation)	0	0	0	80
Taux d'abonnement des ménages à un service de pré-collecte des ordures ménagères	Quartiers centraux : 0 et 10	Quartiers centraux : 30 à 36	Quartiers centraux : 30 à 40	Quartiers centraux : 30 à 40
	ND (baseline en cours)	0	0	Quartiers périphériques : 20
Taux de désabonnés par GIE	ND (baseline en cours)	0	0	ND (baseline en cours)
Taux de mortalité des ânes	ND (baseline en cours)	0	0	ND (baseline en cours)
Listes des abonnés potentiels par GIE, zone de collecte ou quartier	0	0	0	12
4 sites de dépôts sauvages de plus de 50 m ³ et par quartier sont nettoyés et tenus propres en permanence	0	0	0	60
Nombre de femmes impliquées dans les GIE	ND (baseline en cours)	0	0	ND (baseline en cours)
Nombre de contrats d'aide au démarrage de la pré-collecte exécutés	0	0	0	12
Taux de recouvrement des redevances	Quartiers centraux : 60 à 95	Quartiers centraux : 87 à 100	Quartiers centraux : 95	Quartiers centraux : entre 95 et 100
	Quartiers périphériques : non applicable			Quartiers périphériques : entre 95 et 100

Les valeurs des principaux indicateurs de la période de référence (2013) et de l'année 2014 sont nulles car le projet a démarré en 2014. Cependant, certaines valeurs obtenues durant l'intervention PAEX en 2013 continuent d'être mesurées en 2014 car cela fait partie du renforcement des capacités et de l'apprentissage dispensée par l'ATI auprès des opérateurs de la pré collecte et de la mairie. Il s'agit des valeurs pour les indicateurs des taux d'abonnement dans les quartiers centraux, les taux de recouvrement des redevances pour les quartiers centraux et le nombre de liste d'abonnés.

Ces valeurs de 2013 ont été mesurées en fonction du même protocole que celui prévu par le baseline de CONFIDES. Le protocole est aussi compris et utilisés par les deux principaux groupes cibles (opérateurs et mairie).

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Mobiliser les ménages, les autorités de quartiers et les autres acteurs pour adhérer au système de pré-collecte		X		
Appuyer les GIE pour la pré collecte des déchets solides		X		

Les deux principales activités ont démarrées à temps, ce qui a permis :

- le lancement du marché public relatif à la réalisation de l'inventaire des abonnements potentiels et des dépôts sauvages à nettoyer dans la zone d'intervention du projet
- Le lancement du marché public relatif à la réalisation de la stratégie et du plan d'action de communication et de sensibilisation du projet
- La validation des critères d'éligibilité et des situations d'exclusion pour l'accord de financement que le projet va signer avec chaque GIE éligible.
- La poursuite de l'évaluation des performances des circuits de collecte des quartiers centraux.

Les principales contraintes rencontrées dans la réalisation des activités se sont concentrées au niveau des marchés publics. Un des marchés a été infructueux à deux reprises. Le deuxième marché a été lancé sur la base de la négociation et avec des offres techniques et financières incomplètes ou imprécises. Afin de limiter les difficultés de ce type, l'équipe du projet a bénéficié en novembre 2014, d'une formation au marché public (droit belge). Le démarrage de la collaboration avec les personnes ressources mises à disposition par la mairie et la DRACPN a commencé à temps malgré un retard pris dans l'administration des primes versées par le projet.

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Même si la stratégie de communication n'est pas encore mise en œuvre (prévue à partir de Q2 2015), la mobilisation sociale a déjà pu démarrer, témoignant de la motivation des acteurs à s'impliquer dans le projet. Cette mobilisation a permis de valider l'augmentation de la redevance mensuelle de l'abonnement à la pré-collecte, qui est une condition pour améliorer la faisabilité financière de la pré-collecte des ordures ménagères. La préparation du cahier des charges de la stratégie de communication a permis d'identifier des complémentarités avec les activités de mobilisation sociale du projet PACUM à Sikasso, projet qui va dynamiser et renforcer l'implication des usagers dans la vie de leurs quartiers et de leur ville, au travers des centres de développement de quartier (CDQ) qui sont des vecteurs de la communication. Un tel cadre institutionnel reconnu et accepté va permettre une meilleure atteinte du résultat 1.

Bien que le modèle d'accord de financement entre le projet et chaque GIE ne soit pas finalisé, la procédure de sélection des bénéficiaires, qui est basée sur l'appel à la concurrence et sur les limites du zonage municipal de la pré collecte des déchets, a été validée par les partenaires du projet. L'approche adoptée permet de faire émerger des nouveaux opérateurs. L'étape suivante est la signature d'un accord avec chacun des bénéficiaires.

Conformément à la recommandation de la SMCL de démarrage de juillet 2014, un espace d'échange et de discussion sur l'assainissement a été aménagé au niveau du projet, conduisant à la tenue de plusieurs réunions de présentation du projet. Un espace informatique a été aménagé au niveau du projet et il servira d'ordinateur central des abonnements une fois l'inventaire réalisé.

Quoique le projet ne prévoit pas d'octroyer une aide financière supplémentaire aux GIE qui opèrent dans les quartiers centraux ciblés par l'intervention PAEX et pour lesquels les progrès réalisés sont mesurés (taux abonnement, taux de recouvrement des redevances), le projet CONFIDES renforce les capacités de la mairie en matière de contrôle et ajustement des circuits de collecte des GIE et des capacités des GIE en matière de gestion des abonnés, des redevances et compte d'exploitation.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

La gestion des dépôts, des fractions valorisables, et des déchets ménagers dans la ville de Sikasso est effectuée de manière intégrée et durable (GIDD)				
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i> (2013)	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2017
Nombre de CVQ aménagés et équipés	0	0	0	6
Une aire de compostage fonctionnelle existe au niveau du CET	0	0	0	1
Nombre de chiffonniers sensibilisés aux bonnes pratiques de tri et valorisation	0	0	0	ND(baseline en cours)
Taux des femmes chiffonnières sensibilisées aux bonnes pratiques de tri et valorisation	0			ND(baseline en cours)
Nombre d'équipements spécialisés de collecte secondaire remis à la Mairie	0	0	0	Au moins 1
Le budget annuel pour le fonctionnement de la collecte secondaire progresse pour atteindre 12 millions de FCFA	0	0	0	18300 euros
Montant mensuel des dépenses de carburant pour la collecte secondaire	0	0	0	Coût fonction de la tonne collectée

Les valeurs des indicateurs sont nulles en période de baseline (2013) et pendant l'année 2014, qui correspond à l'année de démarrage du projet.

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Aménager les CVQ et l'aire de compostage du CET et accompagner les initiatives de valorisation		X		
Renforcer le dispositif de collecte secondaire		X		

Les deux principales activités ont démarré à temps, ce qui a permis :

- La préparation du dossier technique des sites potentiels de CVQ
- La préparation d'un voyage d'études au Burkina Faso sur la transformation des déchets organiques destinés en priorités aux producteurs de terreaux, chiffonniers ou composteurs
- Le transfert de compétences en matière d'exploitation de la cellule du CET
- La préparation du dossier des marchés publics en vue de l'acquisition des équipements de la collecte secondaire.

Malgré l'élaboration à temps des CSC, des retards sont survenus dus à des contraintes déjà abordées précédemment et qui concernent principalement les difficultés liées aux procédures de passation des marchés publics, aux mesures prises pour éviter la propagation du virus Ebola en Afrique de l'Ouest, et au contexte politique instable du Burkina Faso au moment prévu pour la visite des centres de compostage.

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

L'identification des emplacements des CVQ a été réalisée en concertation avec les chefs de quartier et le service technique de la mairie, en priorisant les dépôts de transit construits durant le précédent projet PAS et qui ont été abandonnés. Les démarches administratives auprès de la mairie ont également commencé pour déterminer les titres de propriété et les types d'usage prévus pour ces emplacements. Dans un second temps le projet vérifiera que les habitations environnantes les acceptent aussi.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

L'ensemble des parties prenantes impliquées dans la filière assument leurs rôles et responsabilités de façon concertée et coordonnée				
Indicateurs	Valeur de la Baseline (2013)	Valeur année 2014	Cible année 2014	Cible finale 2017
Nombre d'ateliers de discussions organisés pour l'actualisation du PSA et du règlement sanitaire	0	0	0	10
La division de gestion des déchets solides est dotée d'un cadre adéquat de travail (nombre d'ordinateur)	non	oui	oui	oui
Une étude est réalisée sur la tarification durable de la gestion des déchets solides	non	non	non	oui
Nombre de GIE certifiés par la DRACPN	0	0	0	6
Montants des contraventions pour déversement anarchique loi 01-020	0	0	0	ND (baseline en cours)

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Accompagner l'actualisation du plan stratégique d'assainissement et son dispositif de mise en œuvre		X		
Appuyer la mairie dans son rôle de maître d'ouvrage de la filière déchets solides		X		
Appuyer la DRACPN dans ses fonctions régaliennes et d'appui conseil à la mairie		X		
Accompagner le dispositif de concertation entre les acteurs de la filière		X		
Appuyer la coordination et la gestion du projet par de l'assistance technique		X		

Les principales activités ont été lancées et ont permis :

- La préparation de la documentation des marchés publics pour le suivi et la construction du local technique de la mairie
- Le lancement du marché public en vue de la construction du local technique de la mairie
- La préparation du cadre institutionnel du dispositif de concertation, reprenant le dispositif de la CTOS
- La préparation, l'organisation des dossiers relatifs aux voyages d'études et de bourse pour les personnels de la mairie et de la DRACPN.

Hormis la préparation de ces dossiers, l'unité de coordination et d'assistance technique s'est progressivement mise en place pendant la période de démarrage du projet et a été doté d'un cadre de travail adéquate.

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Dans l'ensemble, les progrès réalisés sont considérés tangibles. Le principal marché public relatif à la construction du local technique de la division municipale de gestion des déchets a été lancé au démarrage du projet. Un bureau d'architecte a été recruté pour la réalisation de l'avant-projet détaillé

(APD). Le dossier d'appel d'offre a été préparé en tenant compte d'une variante étage, demandée par le bénéficiaire de l'ouvrage (la marie de Sikasso-voir recommandation SMCL). La réalisation est prévue en Q1 2015. Le local technique, une fois construit, mettra la division municipale de gestion des déchets dans des conditions favorables qui devraient lui permettre d'assumer mieux ses rôles et responsabilités.

Les cadres techniques de la mairie et de la DRACPN ont pris connaissance de l'actualité technique et économique de la gestion des déchets en Afrique (au travers de la fréquentation du salon Pollutec Maroc) et de la gestion des déchets dans les pays du Nord (au travers de la fréquentation du salon Pollutec Lyon). Les participants ont rencontré des fournisseurs de service, d'équipements spécialisés et d'expertise. Ils ont pu tisser un réseau de connaissance afin d'élargir les interactions avec le milieu professionnel de la gestion des déchets solides. Le projet CONFIDES accompagne ces décideurs techniques afin de mobiliser d'autres ressources. Le projet a également lancé un partenariat entre des techniciens de Sikasso et le réseau Re Sources, qui est actuellement la principale plate forme d'échanges d'expertise en Afrique de l'Ouest.

2.6 . Thèmes transversaux

2.6.1 Genre

La formulation du projet a montré que l'implication des femmes dans la filière de gestion des déchets solides reste plus faible et plus limitée que celle des hommes. Néanmoins, en tant que responsable de la propreté au sein de la structure familiale, chaque femme s'implique dans le nettoyage de sa maison et de sa cour. Elle dégage des bénéfices à voir les ordures ménagères enlevées régulièrement. Des enquêtes ont aussi montré que certaines femmes chef de ménage sont souvent dans une grande précarité financière, les empêchant de s'abonner à l'enlèvement de leurs déchets. Elles sont connues et quelques fois, leurs ordures ménagères sont collectées gratuitement.

D'ordinaires, la participation des femmes aux réunions de sensibilisation et d'information et aux campagnes de nettoyage-balayage est aussi plus importante que celles des hommes.

Certaines femmes semblent vouloir embrasser un métier dans la collecte des déchets ménagers et tirer une charrette asine. Dans les villages cette pratique est courante. Dans les villes, cela est encore mal vu. Pourtant, ces métiers sont compatibles avec une vie de famille car ils s'exercent en demi-journée et dans une zone déterminée (zone de collecte). Le projet a prévu, dans chaque zone de collecte, des campagnes de mobilisation sociale et de sensibilisation aux métiers de l'assainissement qui mettront l'accent, notamment, sur la possibilité des femmes d'exercer ce type de métier. Le dispositif de suivi du projet va permettre de mesurer l'évolution du nombre de femmes impliquées dans les GIE (Résultat 1) ainsi que le taux des femmes sensibilisées aux bonnes pratiques de tri et valorisation (Résultat 2).

2.6.2 Environnement

Le projet vise à l'amélioration des conditions environnementales moyennant l'optimisation de la pré-collecte, l'augmentation du taux d'abonnement aux services de la pré-collecte, une meilleure gestion et organisation de la collecte secondaire et la transformation des déchets (y compris les 3R). Les conditions d'exécution du projet s'alignent avec la politique nationale d'assainissement et la politique nationale de protection de l'environnement, y compris pour la prise en compte des impacts et des nuisances provenant des activités de l'intervention (réaménagement d'un dépôt de transit, emplacement des grands caissons, transformation des déchets).

Avant le projet, les déchets finissaient dans les voiries de la ville (caniveaux et collecteurs) et les cours d'eau ou éparpillés dans des espaces publics ou privés. Le projet planifie de mieux les gérer en utilisant l'approche de la gestion intégrée et durable des déchets (GIDD).

2.6.3 Droit des enfants

Le projet n'a pas prévu d'activité spécifique destinée aux enfants, mais des consignes ont été faites

aux parties prenantes pour exclure les jeunes de moins de 18 ans dans les activités réalisées par les GIE. Les enfants, en tant que membres des familles sont parmi les bénéficiaires indirects de l'intervention, en particulier les très petits enfants qui jouent dans les cours ou sur les voies publiques. Les espaces de leurs jeux ont été nettoyés et les tas d'ordures enlevés, diminuant les risques d'être infectés par des objets tranchants.

2.7 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Retard dans la mise en œuvre de l'Accord d'Exécution (AE) de la DRACPN à cause des difficultés de planification, de rapportage opérationnel et financier	Formulation	FIN	Moyen	Elevé	Elevé	Mettre à la disposition de la DRACPN les formats de rapportage opérationnel, comptable et budgétaire appropriés	RAF CONFIDES	Permanent	L'AE n'a pas été encore préparée	En cours
						Renforcer les capacités des services techniques et financiers de la DRACPN par le biais de formations: planification opérationnelle, gestion comptable et budgétaire	RAF CONFIDES	Permanent	L'AE n'a pas été encore préparée	
						Avis de Non Objection (ANO) du projet à requérir avant le lancement et l'exécution des activités essentielles: validation des TDR, lancement des consultations, signatures contrats	ATI	Permanent	Chaque dossier des marchés publics est présenté et discuté avec la DRACPN	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Retard dans la mise en œuvre de l'Accord d'Exécution de la DRACPN à cause des difficultés de gestion de la trésorerie, pour l'exécution des dépenses et le suivi budgétaire	Formulation	FIN	Moyen	Moyen	Moyen	Païement des tran-ches de l'AE conditionné au respect strict des modalités de rapportage: qualité et respect délai avec l'accompagnement du RAF du projet	ATI/RAF	Permanent	L'AE n'a pas été encore préparée	En cours
						Ouverture pour la DRACPN d'un compte bancaire spécifique après accord du Ministère de l'Economie et des finances, géré par le Trésorier Payeur, conformément à la loi des finances du Mali	RAF	Q4	L'AE n'a pas été encore préparée	
						Assurer un suivi permanent des engagements résultant des AE à travers les fiches d'engagement qui préciseront la source de financement «CONFIDES» pour chaque dépense	RAF	Permanent	L'AE n'a pas été encore préparée	
						Avis de non objection (ANO) du projet à requérir avant le lancement et l'exécution des activités essentielles: validation des TdR, lancement des consultations, signature contrats	ATI	Permanent	Chaque dossier des marchés publics est présenté et discuté avec la DRACPN	
						Respect strict des dispositions prévues pour la chaîne de la dépense publique: Engagement, Liquidation, Ordonnancement et Paiement; implication des acteurs des services financiers publics dans le processus : DRACPN, Contrôle Financier Régional et Trésorerie Régionale	RAF	Permanent	L'AE n'a pas été encore préparée	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statuts
Faible adhésion des ménages au processus de la pré collecte des déchets solides	Formulation	OPS	Moyen	Elevé	Elevé	Organisation d'activités de communication et de sensibilisation auprès des ménages	ATI	Permanent	le MP pour la réalisation de la stratégie et le plan d'action de communication a été lancé; les activités de sensibilisation et communication seront réalisées avant et pendant le processus de la pré collecte	Nouveau
						Suivi des listes des concessions désabonnées par les autorités de contrôle de la pollution et des nuisances	Resp. Cellule suivi/DRACPN	Permanent	le MP pour la réalisation des listes des abonnés potentiels a été lancé et le projet a plusieurs indicateurs de suivi sur ce thème	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Difficultés des GIE à gérer leurs entreprises et à rendre des services efficaces dans la pré collecte des déchets solides	Formulation	OPS	Moyen	Elevé	Elevé	Formation, donation d'équipements et encadrement des GIE en matière d'organisation et de gestion	Resp. Cellule suivi et ATI	Permanent	Le projet, la mairie et la DRACPN ont mis en place un système de certification pour les anciens et les nouveaux GIE	En cours
						Octroi aux GIE de subventions de démarrage et appui à l'élaboration de plans d'affaires	ATI/RAF	Permanent	La CTB discute sur les modalités de l'aide au démarrage	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Insuffisance de main d'œuvre ou renouvellement fréquent des charretiers entraînant des perturbations dans la pré collecte des déchets solides	Formulation	OPS	Elevé	Moyen	Elevé	Promotion de l'emploi dans le sous secteur de l'assainissement à travers le volet communication du projet	ATI	Permanent	Le MP de la stratégie de communication est lancé	Nouveau
						Valorisation du métier de charretiers grâce à leur octroi par les GIE du SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti)	ATI	Permanent	La mairie et la DRACPN ont commencé à discuter sur la base d'un document de travail préparé par l'ATI; le niveau du SMIG malien est en cours de renégociation au niveau national	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Les emplacements retenus pour aménager les CVQ ne sont pas acceptés par les populations environnantes	Formulation	OPS	Moyen	Bas	Risque Bas	Etablir des titres de propriété reconnus de tous avant l'emplacement des CVQ	Mairie	Permanent	Le projet a répertorié 6 sites et la mairie vérifie les registres de propriétés	En cours
						Impliquer les populations et les acteurs des quartiers dans la localisation des sites potentiels	Mairie	Permanent	Inclus dans le plan d'action communication et sensibilisation	
						Etablir une notice environnementale pour chaque site potentiel	DRACPN/Mairie	Q1 2015	La DRACPN et la mairie vérifient si une telle notice est nécessaire car d'après l'architecte ce n'est pas le cas	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Difficulté financière de la mairie à assurer la collecte secondaire des déchets	Formulation	DEV	Moyen	Elevé	Risque Elevé	Appuyer le processus de budgétisation de la mairie pour prévoir dans son budget les ressources en consommables pour le fonctionnement des camions (collecte secondaire des déchets) au travers de l'analyse des dépenses suite à l'étude sur la tarification des différents services.	ATI	Permanent	Le budget municipal inclut des coûts de fonctionnement pour les consommables des équipements motorisés prévus par le projet. Le service technique et l'agent matière ont préparé un budget qui est en cours d'adoption	En cours
						Combiner le service de collecte secondaire avec des mesures de transformation des déchets sur place, dans les quartiers périphériques	ATI	Permanent	Etude prévue en 2016	
						Réaliser une étude sur la tarification de la filière déchets solides	ATI	Permanent		

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Insuffisance de ressources financières pour assurer le bon fonctionnement du CET (diminution de l'appui financier de l'Etat dans le cadre du transfert des ressources et des compétences à la mairie en matière de gestion du CET)	Formulation	DEV	Bas	Elevé	Risque moyen	Développement d'une argumentation (plaidoyer) en faveur de la contribution de l'Etat à la gestion du CET lors des SMCL et des autres réunions des Partenaires	ATI	Permanent		En cours

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Absence d'accord sur l'augmentation de la redevance de la pré collecte	Démarrage de CONFIDES	DEV	Moyen	Moyen	Risque Moyen	L'augmentation de la redevance est discutée au niveau du cadre de concertation, qui regroupe tous les acteurs. Note envoyée aux deux partenaires pour discussions en interne puis avec les autres acteurs impliqués	ATI	Q1 2015	note proposée le 10/10/2014	Terminé
						planification et mise en œuvre de la stratégie de communication	ATI	Q2 2015	Marché lancé	
						renforcement des capacités des acteurs pour mieux comprendre la gestion des dépenses et des revenus	ATI	Q2 2015	Plateforme de concertation des GIES fonctionnelle.	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Les équipements mobilisés par le projet sont mal utilisés et cela fausse le suivi évaluation ou le bon déroulement des activités	Q4 2014	DEV	Moyen	Moyen	Risque moyen	Sensibiliser les GIE sur la nécessité de se conformer aux bonnes pratiques Conditionnalités à prévoir dans l'accord de financement sur la bonne utilisation des équipements.	ATI/RAF ATI/RAF	Permanent Permanent		En cours

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

Aucune réorientation stratégique n'est prévue en 2015.

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Chaque partenaire s'assure qu'au moins une personne ressource en communication soit disponible au niveau de l'Unité de Coordination et d'Assistance Technique (UCAT)	DRACPN Mairie	Q1 2015
Le projet doit mener des négociations avec les soumissionnaires du marché public pour la réalisation de l'étude de l'inventaire des valeurs de base de la matrice de monitoring	Projet	Q1 2015
Les TDR pour le voyage d'études doivent être révisés pour tenir compte de l'évolution des informations provenant des bénéficiaires et des acteurs	Projet	Q1 2015
Le projet doit suivre l'évolution de la réalisation de la décision ministérielle portant création du projet et de la réalisation de la lettre d'exonération	Projet	Q1 2015
L'accord de collaboration passé entre le projet et chaque opérateur de la pré-collecte inclut la prise en charge de la construction d'un enclot	Projet	Q1 2015
Le plan d'action de la sensibilisation et de la communication du projet se coordonne avec les activités de mobilisation sociale financées par PACUM	Mairie et Projet	Q1 et Q2 2015
Une révision budgétaire est à prévoir pour la réalisation de l'étude de l'inventaire des valeurs de base de la matrice de monitoring	Projet	Q1 2015

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
La zone d'intervention du projet, comprenant initialement 21 quartiers, est passée à 15 quartiers, pour permettre le bon pilotage des informations et des indicateurs de qualité.	Partenaire Mairie
Le choix des emplacements de centres de valorisation de quartier (CVQ) requiert des investigations sur la validité des titres de propriété. Pour diminuer les risques de spéculation foncière, chaque emplacement devra être enregistré dans le plan d'occupation des sols de la ville de Sikasso.	Partenaire Mairie

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		A	B	C	D
			X		
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision					Action	Suivi			
N°	Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Statut
1	Inclure les données sur les couts de réalisation des activités et des sous activités (si possible) dans la planification opérationnelle	juil-14	SMCL		Intégrer cette décision dans le prochain plan de travail annuel semestriel	RAF	01/02/2015		EN COURS
2	Prévoir un espace d'échange pour la population dans le plan de construction du local technique	juil-14	SMCL		Le plan du local prévoit une salle de réunion pour 8 personnes et un poste/station informatique	ATI	23/10/2014	Le dispositif est mis en place dans le local provisoire au niveau du pied à terre de la mairie	FINI
3	Prévoir la possibilité de construire en étage au moment de l'APD du local technique	juil-14	SMCL		APD prévoit une dalle cela et son cout sera à la charge de la mairie si le budget est dépassé	ATI	01/09/2014	Le service marché public de la CTB a préconisé de ne pas mélanger les sources de financement avec l'adjudicataire du marché pour atténuer tout risque financier et de développement. L'option technique demandé par la mairie sera soit financé par le projet si le budget est disponible: si le budget n'est pas suffisant, l'option ne sera pas réalisé	EN COURS

4	Le plan de travail doit prendre en compte la contribution malienne et les montants engagés	juil-14	SMCL		Intégrer cette décision dans le prochain plan de travail annuel semestriel	RAF	01/02/2015	Le RAF a prévu de mettre en œuvre cette recommandation dès la prochaine réunion ordinaire de la SMCL	EN COURS
5	La reconduction de Nadine Dulac est entérinée	juil-14	SMCL		le poste d'ATI fait parti des ressources humaines du projet pour 36 mois à compter du 1 Aout 2015	CTB	01/08/2014		FINI
6	Préciser dans le manuel des procédures administratives et financières, les agents qui bénéficieront d'indemnités et les modalités de paiement	juil-14	SMCL		Le RAF CONFIDES présentera le manuel à la prochaine SMCL	RAF	01/02/2015	Le manuel est en cours de relecture à la CTB	EN COURS
7	Prévoir la constitution d'une équipe de 21 piquets d'hygiène	juil-14	SMCL		La mairie a la responsabilité de finaliser le recrutement	Mairie de Sikaso	01/02/2015		EN COURS

4.3 Cadre logique mis à jour

Le cadre logique a été modifié pour tenir compte des nouveaux indicateurs définis dans la matrice de monitoring.

Objectif global : Contribuer à l'amélioration de l'assainissement et du cadre de vie à Sikasso				
	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif spécifique	Le fonctionnement technique, institutionnel et financier de la filière des déchets ménagers à Sikasso est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> Quantité de déchets (tonnes/mois) évacués vers le CET augmente 	Registre des déchargements au CET	Tous les chargements sont enregistrés ; le pont bascule est calibré et fonctionne bien
		<ul style="list-style-type: none"> Les couts totaux de la pré collecte, de la collecte secondaire et du CET sont détaillés et connus des acteurs 	Factures acquittées, Statut des comptes épargne des GIE, Fiche approvisionnement de l'agent matière de la mairie Fiche présence des personnels de la mairie déclaration sur l'honneur de la DRACPN	Les couts totaux incluent les dépenses de fonctionnement et d'amortissement Chaque acteur comprend et utilise les fiches d'enregistrement prévues par le Les fiches sont divulguées aux utilisateurs
		<ul style="list-style-type: none"> Le cadre de concertation de la filière de gestion des déchets solides est fonctionnel 	Compte rendu des réunions	
		<ul style="list-style-type: none"> La viabilité financière de la gestion est améliorée 	Souches et Registre mensuel des redevances perçues par chaque GIE Registre Bons de carburant et entretien par l'agent matière.	L'étude sur la tarification est lancée et les recommandations mises en œuvre. Budget communal approuvé

Résultat 1	Les conditions pour la pré-collecte durable des déchets sont reconnues et adoptées	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de rencontres (par quartier) relatives aux bonnes pratiques (adhésion à un contrat, tri, valorisation) 	Liste émargement	
		<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'abonnement des ménages à un service de pré-collecte des ordures ménagères par rapport aux capacités offertes par les équipements 	Liste des abonnés par rapport à la liste des abonnements potentiels	Listes sont actualisées régulièrement
		<ul style="list-style-type: none"> • Taux de désabonnés par GIE 	Liste des abonnés à un temps t et liste des abonnés à t+1	
		<ul style="list-style-type: none"> • Taux de mortalité des ânes 	Registre du vétérinaire	Les ânes sont marqués et le marquage est visible pour ne pas les confondre avec d'autres animaux
		<ul style="list-style-type: none"> • Listes des abonnés potentiels par zone de collecte ou par quartier 		
		<ul style="list-style-type: none"> • Quatre sites de dépôts sauvages de plus de 50 m3 et par quartier sont nettoyés et tenus propres en permanence 	Localisation GPS et photos	
		<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de femmes impliquées dans les GIE 	Liste des personnels des GIE	
		<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de contrats d'aide au démarrage de la pré collecte exécutés 	Nombre d'accord de financement signés avec les GIE	
		<ul style="list-style-type: none"> • Taux de recouvrement des redevances 	Souches de redevances perçues par rapport aux nombres d'abonnement	Chaque abonné est redevable de 1500 FCFA par abonnement. Les souches sont distribuées

Résultat 2	La gestion des dépôts, des fractions valorisables et des déchets ménagers dans la ville de Sikasso est effectuée de manière intégrée et durable (GIDD)	• Nombre de CVQ aménagés et équipés	Photos	
		• Une aire de compostage fonctionnelle existe au niveau du CET	Photos avant Photos après	Un opérateur accepte de produire du compost soit en andains ou en fosse Les utilisateurs acceptent d'utiliser du compost et de payer pour cela
		• Nombre de chiffonniers sensibilisés aux bonnes pratiques de tri et valorisation	Liste émargement	
		• Taux des femmes chiffonnières sensibilisées aux bonnes pratiques de tri et valorisation	Liste émargement	
		• Nombre d'équipements spécialisés de collecte secondaire remis à la Mairie	PV réception des matériels	
		• Le budget annuel pour le fonctionnement de la collecte secondaire progresse pour atteindre 12 millions de FCFA		
		• Montant mensuel des dépenses de carburant pour la collecte secondaire	Carnets de bons de carburant	
Résultat 3	L'ensemble des parties prenantes impliquées dans la filière assument leurs rôles et responsabilités de manière concertée et coordonnée.	• Nombre d'ateliers de discussions organisés pour l'actualisation du PSA et du règlement sanitaire	Compte rendu des ateliers ou des discussions	
		• La division de gestion des déchets solides est dotée d'un cadre adéquat	Nombre d'équipements et utilisateurs Liste émargement personnel formé à MS	

		de travail (nombre d'ordinateur)	Office/ base de données inventaire des abonnements.	
		<ul style="list-style-type: none"> • Une étude est réalisée sur la tarification durable de la gestion des déchets solides 	Le rapport final est approuvé en SMCL	
		<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de GIE certifiés par la DRACPN 	Diplôme de certification	La DRACPN délivre les certifications après au moins 12 mois de service
		<ul style="list-style-type: none"> • Montants des contraventions pour déversement anarchique loi 01-020 	Enregistrement au niveau de ??	La DRACPN fixe le montant en incluant seulement les infractions relatives à la gestion des déchets solides

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Non
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	NA
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	NA
Missions de backstopping depuis le 01/01/2014	0

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month) of ML1204111								
Project Title : Consolidation de la filière de valorisation et de gestion des déchets solides de Sikasso								
Budget Version: C01								
Currency : EUR Year to month : 31/12/2014								
YIM : Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing								
	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2013	Expenses 2014	Total	Balance	% Exec
A LE FONCTIONNEMENT TECHNIQUE, INSTITUTIONNEL ET			1.100.450,00	0,00	82.920,14	82.920,14	1.017.529,86	8%
01 Les conditions pour la pré collecte des déchets sont			121.900,00	0,00	0,00	0,00	121.900,00	0%
01 Mobiliser les ménages, les autorités de quartiers et les		REGIE	52.400,00	0,00	0,00	0,00	52.400,00	0%
02 Appuyer les GIE pour la pré collecte des déchets solides		REGIE	69.500,00	0,00	0,00	0,00	69.500,00	0%
02 La gestion des dépôts, des fractions valorisables et des			401.500,00	0,00	112,23	112,23	401.387,77	0%
01 Aménager les CVQ et l'aire de compostage du CET		REGIE	101.500,00	0,00	0,00	0,00	101.500,00	0%
02 Renforcer le dispositif de la collecte secondaire		REGIE	300.000,00	0,00	112,23	112,23	299.887,77	0%
03 L'ensemble des parties prenantes impliquées dans la			577.050,00	0,00	82.807,91	82.807,91	494.242,09	14%
01 Aocompagner l'actualisation du PSA et son dispositif de		REGIE	8.500,00	0,00	0,00	0,00	8.500,00	0%
02 Appuyer la mairie dans son rôle de maître d'ouvrage de la		REGIE	64.000,00	0,00	1.814,90	1.814,90	62.185,10	3%
03 Appuyer la DRACPN dans ses fonctions régaliennes et		REGIE	24.000,00	0,00	3.788,55	3.788,55	20.211,45	16%
04 Aocompagner le dispositif de concertation entre les acteurs		REGIE	12.550,00	0,00	325,48	325,48	12.224,52	3%
05 Assistancoe technique internationale		REGIE	468.000,00	0,00	76.878,98	76.878,98	391.121,02	16%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE			76.958,00	0,00	0,00	0,00	76.958,00	0%
01 Réserve budgétaire			76.958,00	0,00	0,00	0,00	76.958,00	0%
01 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	76.958,00	0,00	0,00	0,00	76.958,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			402.562,00	0,00	35.025,11	35.025,11	367.536,89	9%
01 Frais de personnel			107.572,00	0,00	5.353,56	5.353,56	102.218,44	5%
01 Responsable administratif et Financier (RAF)		REGIE	41.040,00	0,00	2.651,75	2.651,75	38.388,25	6%
02 Chauffeur		REGIE	10.800,00	0,00	1.991,32	1.991,32	8.808,68	18%
03 Secrétaire-caissier (100%)		REGIE	22.140,00	0,00	710,49	710,49	21.429,51	3%
04 Formation en word /excel /access		REGIE	4.000,00	0,00	0,00	0,00	4.000,00	0%
		REGIE	1.580.000,00	0,00	117.945,25	117.945,25	1.462.054,75	7%
		COGEST						
		TOTAL	1.580.000,00	0,00	117.945,25	117.945,25	1.462.054,75	7%



Budget vs Actuals (Year to Month) of ML1204111 Printed on woensdag 21 januari 2015

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month) of ML1204111

Project Title : **Consolidation de la filière de valorisation et de gestion des déchets solides de Sikasso**
 Budget Version: **C01** Year to month : 31/12/2014
 Currency : **EUR**
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2013	Expenses 2014	Total	Balance	% Exec
05 Indemnité Coordinateur principal à 30 %		REGIE	7.200,00	0,00	0,00	0,00	7.200,00	0%
06 Indemnité technicien gestion des déchets solides à 90%		REGIE	5.832,00	0,00	0,00	0,00	5.832,00	0%
07 Indemnité agent voyer superviseur à 50%		REGIE	2.880,00	0,00	0,00	0,00	2.880,00	0%
08 Indemnité agent analyste DRACPN à 100 %		REGIE	6.480,00	0,00	0,00	0,00	6.480,00	0%
09 Indemnité technicien CET à 70 %		REGIE	3.600,00	0,00	0,00	0,00	3.600,00	0%
10 Indemnités coordinateur plate forme de concertation-au		REGIE	1.800,00	0,00	0,00	0,00	1.800,00	0%
11 Indemnité secrétaire division gestion des déchets à 50 %		REGIE	1.800,00	0,00	0,00	0,00	1.800,00	0%
02 Investissements			28.700,00	0,00	14.210,87	14.210,87	14.489,13	50%
01 Moyens de transport		REGIE	6.000,00	0,00	37,35	37,35	5.962,65	1%
02 ACs & groupe électrogène		REGIE	7.000,00	0,00	1.683,94	1.683,94	5.316,06	24%
03 kit mobilier pour 6 bureaux		REGIE	4.200,00	0,00	5.126,67	5.126,67	-926,67	122%
04 Equipement IT (ordi et imprimante)		REGIE	11.500,00	0,00	7.362,91	7.362,91	4.137,09	64%
03 Frais de fonctionnement			131.320,00	0,00	13.431,77	13.431,77	117.888,23	10%
01 Frais de fonctionnement des bureaux		REGIE	21.000,00	0,00	4.460,17	4.460,17	17.139,83	21%
02 Télécommunications		REGIE	12.000,00	0,00	2.620,16	2.620,16	9.979,84	21%
03 Frais d'entretien motos et pick up		REGIE	54.000,00	0,00	2.137,90	2.137,90	51.862,10	4%
04 Frais de carburant		REGIE	20.100,00	0,00	2.561,75	2.561,75	17.538,25	13%
05 Missions		REGIE	22.960,00	0,00	1.651,79	1.651,79	21.308,21	7%
04 Audit et Suivi et Evaluation			135.000,00	0,00	2.028,91	2.028,91	132.971,09	2%
01 Evaluation mi-parcours + finale		REGIE	50.000,00	0,00	1.145,92	1.145,92	48.854,08	2%
02 Capitalisation et communication		REGIE	10.000,00	0,00	0,00	0,00	10.000,00	0%
03 Backstopping		REGIE	45.000,00	0,00	882,99	882,99	44.117,01	2%
		REGIE	1.580.000,00	0,00	117.945,25	117.945,25	1.462.054,75	7%
		COGEST						
		TOTAL	1.580.000,00	0,00	117.945,25	117.945,25	1.462.054,75	7%



Budget vs Actuals (Year to Month) of ML1204111 Printed on woensdag 21 januari 2015

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI1204111

Project Title : **Consolidation de la filière de valorisation et de gestion des déchets solides de Sikasso**
 Budget Version: **C01**
 Currency : **EUR** Year to month : **31/12/2014**
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2013	Expenses 2014	Total	Balance	% Exec
04 Audits		REGIE	30.000,00	0,00	0,00	0,00	30.000,00	0%

REGIE	1.580.000,00	0,00	117.945,25	117.945,25	1.462.054,75	7%
COGEST						
TOTAL	1.580.000,00	0,00	117.945,25	117.945,25	1.462.054,75	7%



Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI1204111 Printed on woensdag 21 januari 2015

page: 3

4.6 Ressources en termes de communication

La prise en compte du volet de la communication a commencé au départ du projet. Les principales activités menées ont été :

- Préparation et lancement du dossier d'appel d'offre pour la réalisation de la stratégie et du plan d'action de la communication du projet CONFIDES ; une révision budgétaire est prévue pour disposer de fonds supplémentaire.
- Réalisation, présentation et distribution du dépliant du projet.
- Présentation du projet aux radios locales.